



La démocratie au lieu de la domination des grandes entreprises. La souveraineté alimentaire au lieu des politiques de libre échange :

Revendications du mouvement des paysans européens à la frontière belgo-allemande.

Lichtenbusch (Belgique), 25 Janvier 2019 – A une douzaine de mètres de la frontière Belgo-allemande, depuis un pont, les représentants de 17 organisations agricoles venant de 7 pays européens se sont rassemblés aujourd’hui pour dénoncer le programme commercial actuel de l’Union Européenne.

“Aujourd’hui, alors que nous discutons de la future politique agricole pour 2021 auprès de l’UE, et que la légitimité de la réforme repose sur une dépendance croissante de l’agriculture face aux enjeux environnementaux, nous constatons, en même temps, que l’UE augmente les négociations de libre échange, ce qui détruit les modèles d’agriculture durable, plus lié à l’environnement, tel que les petites et moyennes fermes.” a déclaré Andoni Garcia, membre du comité de coordination d’ECVC.

Après une série d’interventions, des participants d’Allemagne, de Belgique, de France, du Luxembourg et les Pays Bas, ont «écrasé» le CETA et d’autres accords de libre-échange, dans une action symbolique au cours de laquelle les accords de libre-échange ont été lancés sur le sol et piétinés. Ensuite, différents représentants du monde agricole ont signé une [déclaration des agriculteurs européens](#), qui exige une politique commerciale européenne loyale, garantissant des prix justes pour les producteurs, des conditions de travail équitables, la protection de l’environnement et du bien-être animal, une alimentation de qualité et une souveraineté alimentaire.

Pour Philippe Duvivier, Président de la FUGEA (Fédération Unie de Groupements d’Éleveurs et d’Agriculteurs). *“Les accords de libre-échange tuent les agriculteurs, par une mise en concurrence au niveau mondial de modèles agricoles qui ne sont pas comparables. Les normes sanitaires et environnementales par exemple sont de plus en plus élevées en Europe ! C’est une bonne chose, mais uniquement si elles sont couplées à une revalorisation de nos productions et une relocalisation de notre alimentation. Les politiques signent par ces accords la toute-puissance des industries et la mort de notre agriculture !”*

Berit Thomsen d’Abl, reprend ce message dans son intervention, déclarant que *« les accords de libre-échange tels que le CETA avec des droits pour les entreprises, ne servent que le secteur agro-industriel, pas les agriculteurs. Le travail des agriculteurs doit être promu et soutenu. Nous demandons des prix justes et un commerce équitable. La démocratie à la place de la domination des grandes entreprises. »*

En plus du CETA, les agriculteurs et les autres organisations de la société civile s’inquiètent sérieusement des accords entre le Mercosur et l’UE, le Japon et l’UE (dont l’entrée en vigueur est prévue pour début février), et une série d’autres traités commerciaux qui sont actuellement négociés par l’UE avec plusieurs autres pays et régions du monde.

Pour les petits agriculteurs européens, les ALE tels que le CETA et les mécanismes tels que l'ISDS sont des instruments qui détruisent la souveraineté alimentaire, la capacité des gouvernements à légiférer en faveur d'un modèle d'agriculture paysanne, familiale et durable, pour la protection de l'environnement et des droits de l'homme. ECVC, conjointement avec Abl et la FUGEA revendiquent : des DROITS pour le PEUPLE et les AGRICULTEURS. DES OBLIGATIONS POUR LES MULTINATIONALES. ARRETONS L'IMPUNITE DES MULTINATIONALES**.

Plus d'informations sur le CETA et les ALE [ici](#)
Des photos de l'action [ici](#)

Contacts:

Andoni Garcia (ECVC): +34 636 4515 69 – ES, EUZ

Philippe Duvivier (FUGEA): +32 491563386 - FR

Berit Thomsen (AbL): +49 15785075279 – DE, EN

Note aux éditeurs:

**Cette manifestation a pris place dans le cadre du jugement espéré le 29 janvier par la Cour de Justice Européenne (CJEU) sur la compatibilité du mécanisme ISDS contenu dans le CETA avec le droit de l'UE. La convocation de la CJEU était une des conditionnalités posées en Septembre 2017, par le gouvernement belge comme faisant partir de l'accord convenu entre le Gouvernement Fédéral Belge et son parlement régional Wallon, après que ce dernier ait menacé de bloquer le CETA.*

*** La Coordination Européenne Via Campesina invite d'autres organisations et individus à soutenir la campagne contre la SIPC et à [signer la pétition](#).*